



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE

Paris, le 29 mars 2005

Groupement enseignement général

Capitaine de corvette
Xavier Mazauric
Groupe C4

Fiche de stratégie

OBJET : sujet n°3 – Depuis la fin de la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit-elle à la lutte contre la prolifération ?

La guerre froide a gelé en grande partie les relations internationales. La stratégie nucléaire a accaparé pendant ces cinquante ans la réflexion des états-majors politiques et militaires. La stabilité de la paix était assurée par l'assurance de mutuelle destruction. Même si la Chine et la France avaient développé des arsenaux nucléaires et des politiques diplomatico-stratégiques se voulant indépendants de celle des deux grands, il n'y avait en fait que deux blocs au sein desquels les armes nucléaires étaient vouées à être utilisées pour les mêmes fins. Après l'effondrement de l'Union Soviétique, le parrainage par les deux grands des pays de la périphérie s'est allégé. Libéré de cette tutelle, certains pays ont essayé d'emprunter le chemin de la prolifération pour sanctuariser leur territoire ou acquérir une stature de puissance qui leur était niée jusque là. C'est ainsi que les tensions internationales liées aux armements nucléaires et plus généralement aux armes de destructions massives se sont multipliées depuis quinze ans. Sur le devant de la scène médiatique, la rhétorique sur la dissuasion nucléaire a cédé la place à un discours anti-prolifération. Il est donc judicieux de se demander si depuis la guerre froide, la stratégie nucléaire se réduit à la lutte contre la prolifération.

Depuis que les cinq membres du conseil de sécurité de l'ONU ont accédé à l'arme nucléaire, ils n'ont eu de cesse de s'opposer à la prolifération d'autres Etats. Apparu quasiment avec l'arme elle-même, la lutte contre la prolifération se teinte toutefois d'un ton nouveau : elle est essentiellement menée par les Etats-Unis et peut donc apparaître en tant que telle comme la volonté de pérenniser un monde monopolaire. En parallèle, la stratégie nucléaire contemporaine cherche toujours à renforcer la crédibilité de ses armes, voire même leurs utilités dans les nombreux conflits asymétriques actuels pour lesquels elles ne semblent pas dimensionnées au premier abord.

Avant d'examiner les tendances actuelles de la stratégie nucléaire, tentation d'une stratégie d'action et pérennisation de leur justification, nous nous intéresserons tout d'abord aux ressorts des politiques anti-prolifération.

Contrairement à la guerre froide où l'AIEA et le TNP avaient été les principaux moteurs des politiques anti-prolifération, les Etats-Unis semblent s'être lancés depuis la fin de la guerre froide dans une croisade personnelle contre toutes proliférations d'armes de destruction massives. Favorisant les coalitions de circonstances au détriment des instances internationales, les Etats-Unis cherchent sans doute surtout à éviter toute irruption d'un nouveau concurrent qui viendrait menacer leur hégémonie.

Juste après que la Chine et la France se soient dotées de l'arme nucléaire, les cinq membres du conseil permanent de sécurité de l'ONU ont favorisé la promulgation et l'adhésion aux Traités de non prolifération, non pas pour aboutir un jour à la suppression des armements nucléaires¹, mais pour figer là le nombre de membres du « club nucléaire »². En échange du renoncement des Etats au nucléaire militaire, l'AIEA devait leur assurer l'accès au nucléaire civil et notamment à l'électricité. La guerre froide a semblé valider cette politique : le complexe de sécurité entre l'OTAN et le pacte de Varsovie a figé la situation des deux blocs dont la puissance a permis de garder sous contrôle les conflits périphériques. En dehors des deux blocs, aucun pays n'a proliféré³ : l'Afrique du Sud a renoncé à la bombe, le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Libye, l'Egypte, Taiwan et la Corée du Sud ont arrêté leurs programmes. Tout au long de la guerre froide, la lutte contre la prolifération a ainsi été au cœur des stratégies des deux blocs, et souvent avec succès.

La fin de la guerre froide a « libéré » les volontés dans le domaine de la prolifération nucléaire mais aussi dans les domaines chimiques et bactériologiques. Mais contrairement à l'époque précédente, son emploi et la réaction des puissances mondiales ont différé selon les enjeux. Déjà, l'emploi des armes de destruction massives, des gaz de combats, pendant la guerre Iran-Irak n'avait pas provoqué de levée de boucliers. C'était que ce conflit n'opposait pas les deux grands. Plus tard, alors que qu'il possédait des capacités militaires chimiques et peut-être bactériologiques, l'Irak n'a pas utilisé ces armes dans les deux guerres qui l'ont opposée aux USA. Elle en a par contre fait usage pour réprimer des rébellions de sa propre population. Il est notable que l'Irak n'a pas jugé les armes NBC comme à même de dissuader les coalisés⁴. C'est néanmoins au non de la lutte contre la prolifération que les Etats-Unis et leurs alliés sont intervenus une seconde fois. Mais cette guerre ne relevait pas d'une stratégie nucléaire mais d'une « guerre totale contre le terrorisme » selon l'expression du gouvernement américain. L'examen des autres crises liées aux nucléaires reflète aussi la complexité des motivations. En dehors des protestations diplomatiques d'usage et de mesures temporaires d'embargo, la prolifération nucléaire de l'Inde et du Pakistan⁵ n'a pas provoqué beaucoup de réactions. Mais c'est parce que leurs armes étaient destinées à sanctuariser leur territoire face à une agression du voisin et ne se voulait être le symbole, ni d'une accession au rang de puissance mondiale, ni pour le Pakistan celui d'une bombe islamique. L'hégémonie des cinq puissances nucléaires officielles, et en particulier des USA n'était pas remise en cause. L'exemple nord-coréen est foncièrement différent. La taille de ce pays, malgré la vivacité économique dont il a déjà su faire preuve dans son passé, ne le place pas comme une menace potentielle pour les USA. Derrière la stigmatisation officielle de la Corée du Nord dans l'axe du mal, nous pouvons voir une réminiscence des équilibres de la guerre froide : l'épine nord-coréenne équilibre l'exception taiwanaise dans le jeu diplomatique auquel se livre américain et chinois. A l'opposé des deux exemples précédents, la volonté de proliférer iranienne ne relève moins d'une volonté de défendre le pays et son régime que de donner à l'Iran la stature à laquelle son histoire, son étendue, sa population et ses richesses économiques la destinent. Il n'est donc pas illogique que l'ensemble de la communauté internationale s'y oppose et notamment les Etats-Unis. Non seulement l'Iran peut devenir une puissance de taille mondiale adversaire des USA, mais son exemple peut inciter d'autres pays à proliférer, notamment ceux qui avaient été convaincus d'arrêter leur

¹ Cette idée qui existait dans le traité initial a été d'ailleurs supprimée à l'occasion de sa prorogation.

² La France n'a d'ailleurs pas tout de suite adhéré au traité par crainte de ne pouvoir achever la montée en puissance de son arsenal nucléaire.

³ Excepté Israël qui peut être classé comme allié des USA et de l'Inde dont la première explosion nucléaire date de 1974.

⁴ Leurs capacités militaires réelles devaient être trop faibles et la peur de représailles trop grandes.

⁵ Pakistan, explosion froide en 1995, explosion chaude en 1998 auquel répond l'Inde la même année.

programme par le passé comme l’Egypte. C’est sans doute ce risque de remise en cause de l’équilibre stratégique qui pousse l’Europe à l’initiative dans ce dossier.

Ainsi, si la lutte contre la prolifération a été dès la création du TNP en 1968, un outil de conservation de l’équilibre de terreur instauré par la guerre froide, elle est désormais plus le symbole d’une volonté des grandes puissances et surtout des USA de préserver leur hégémonie.

La réflexion stratégique et la guerre froide ont érigé l’arme nucléaire en arme de non emploi. A la guerre froide, ont succédé des conflits asymétriques et une peur croissante du terrorisme non étatique et souvent non territorialisé. Pour trouver sa place dans ce nouveau référentiel, la stratégie nucléaire a dû emprunter d’autres voies : dissuasion du fou, stratégie d’action, mais aussi course à la fiabilité pour satisfaire les exigences politiques et économiques toujours plus contraignantes.

Rompant avec le principe de non emploi, les américains développent depuis quelques années des « mini-nucs ». Ces micro armes nucléaires sont censées percer les défenses les plus épaisses, notamment détruire les bunkers creusés sous les montagnes. Cette utilisation purement tactique ignore l’idée communément admise jusqu’alors, que dans l’utilisation de l’arme nucléaire, la qualité nucléaire était aussi importante que la puissance de l’arme. Elle va ainsi à rebours du glissement sémantique qui avait transformé les armes tactiques en armes préstratégiques. Dans ce programme d’armement américain dont il faut dire que la progression varie au grès des présidents et des tensions internationales, il est difficile de discerner la part de bluff, comme pour le programme IDS, et de vertige des dirigeants face à la démesure de la puissance américaine. Il est toutefois certain que cette politique participe à l’effort des stratèges américains pour trouver une place aux armements nucléaires dans les conflits récents. Le grand défi auquel est actuellement confronté la dissuasion nucléaire est en effet de se forger une doctrine d’emploi dans des conflits asymétriques où les intérêts vitaux de la nation ne sont pas menacés directement, où l’adversaire ne possède pas d’armes de destruction massive, et où l’ennemi, des groupes terroristes par exemple, ne sont pas soutenus par un Etat ou réductibles à un territoire.

La disparition du Pacte de Varsovie, ennemi de taille stratégique, a incité de nombreux pays à diminuer leurs dépenses de défense dont le reliquat est chaque jour un peu plus monopolisé par les opérations extérieures de maintien ou d’imposition de la paix. Parallèlement, le souci de préservation de l’environnement et celui de ne pas apparaître comme des fauteurs de trouble, ont poussé les cinq grandes puissances nucléaires à arrêter ou fortement réduire leurs essais nucléaires et leurs recherches sur de nouvelles ogives. La stratégie nucléaire actuelle prend en compte cette volonté politique et la traduit par une modification notable de la technologie. Si pour répondre au critère ancien de crédibilité de la dissuasion, les cinq grands continuent à renouveler leur arsenal, leur course aux armements obéit à d’autres ressorts. La France, par exemple, a choisit d’abandonner ses essais nucléaires et développe en contre partie une simulation laser et des têtes fiabilisées⁶. Dans une position d’attente stratégique, en l’absence de menaces symétriques immédiates, la stratégie nucléaire entretient sa crédibilité et est tentée par une stratégie d’action.

Pendant toute la guerre froide, la dissuasion nucléaire a été le principal instrument du statu quo entre les deux blocs. Conscients de l’effroyable pouvoir de cette arme, ceux-ci ont réussi à en limiter la prolifération. Une fois la liberté stratégique restaurée par la disparition de l’URSS, la prolifération a de nouveau tenté certaines puissances. Face à ces défis, la réaction des grandes puissances et notamment des USA répond plus à des problématiques de géostratégies. La stratégie nucléaire, quand à elle, doit retrouver sa place dans un monde où l’emploi de la force est redevenu possible. Elle n’est pas menacée pour autant, il n’est pas possible de désinventer l’arme nucléaire.

Capitaine de corvette Xavier Mazauric

⁶ TNO, Tête Nucléaire Océanique : plus fiable mais moins sophistiquée que celle de la génération précédente.